

ACTION URGENTE

UN UNIVERSITAIRE OÛGHOUR ARRÊTÉ CHEZ LUI

Ilham Tohti, universitaire ouïghour de renom et créateur du site Internet Uighur Online, a été arrêté chez lui à Pékin par les autorités le 15 janvier. On ignore où il se trouve actuellement. Il risque d'être victime de torture et d'autres formes de mauvais traitements.

Le 25 janvier, le bureau de la Sécurité publique d'Ürümqi à Pékin a accusé **Ilham Tohti** d'un grand nombre d'infractions, notamment d'avoir utilisé le site Uighur Online pour inciter des sympathisants à s'engager dans des « activités séparatistes ». Amnesty International considère cet homme comme un prisonnier d'opinion, détenu uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression.

Ilham Tohti, 45 ans, professeur d'économie à l'Université centrale des ethnies, est connu pour ses critiques des politiques ethniques et religieuses de la Chine dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, où plusieurs épisodes d'affrontements violents entre Ouïghours et forces de sécurité ont eu lieu ces dernières années. Les tensions ethniques dans cette région ont été attisées par les restrictions des libertés religieuses, la discrimination en matière d'emploi et la marginalisation politique.

L'arrestation d'Ilham Tohti suit de quelques semaines le lancement par le Parti communiste chinois d'un nouveau « grand plan stratégique » pour le Xinjiang, le 19 décembre 2013. Ce programme promettait de faire du « maintien de la stabilité sociale » le principal objectif stratégique dans la région. Le 16 janvier, le maire de Pékin, Wang Anshun, a déclaré que le gouvernement renforcerait le contrôle d'Internet dans le cadre des mesures antiterroristes. Les autorités ont effectivement renforcé ce contrôle et également emprisonné des membres du Mouvement des nouveaux citoyens, un réseau informel de militants qui souhaitent promouvoir la transparence au sein de l'État et dénoncer la corruption.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en chinois, en anglais ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités à révéler immédiatement le lieu où se trouve Ilham Tohti ;
- appelez-les à libérer cet homme immédiatement et sans condition, car il s'agit d'un prisonnier d'opinion détenu uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression ;
- demandez-leur instamment de veiller, tant qu'Ilham Tohti demeure détenu, à ce qu'il ne soit pas soumis à la torture ni à d'autres mauvais traitements et qu'il puisse consulter l'avocat de son choix, entrer en contact avec ses proches et recevoir tous les soins médicaux dont il pourrait avoir besoin.

VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 12 MARS 2014 :

Président

XI Jinping Guojia Zhuxi
The State Council General Office
2 Fuyoujie
Xichengqu, Beijingshi 100017
Chine

Fax : +86 10 6238 1025

Courriel : gov@govonline.cn

Formule d'appel : *Your Excellency, /*

Monsieur le Président,

Premier ministre

LI Keqiang Guojia Zongli
The State Council General Office
2 Fuyoujie
Xichengqu, Beijingshi 100017
Chine

Fax : +86 10 6596 1109 (via le ministère des Affaires étrangères)

Formule d'appel : *Your Excellency, /*

Monsieur le Premier ministre,

Copies à :

Responsable de la Justice pour le Xinjiang

Abuliz Usour Tingzhang
Xinjiang Weiwuer Zizhiqu Sifating
27 Renminlu
Urumqi 830

Xinjiang Weiwuer Zizhiqu

République populaire de Chine

Fax : + 86 99 1231 1590

Formule d'appel : *Dear Director, /*

Monsieur,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN UNIVERSITAIRE OUIGHOUR ARRÊTÉ CHEZ LUI

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Ilham Tohti commente la situation des Ouïghours en Chine depuis de nombreuses années. Son site Uighur Online a fait état de violations des droits humains subies non seulement par des Ouïghours mais aussi par des Hans. Il a été fermé par les autorités au moins deux fois : d'abord avant les Jeux olympiques de Pékin en 2008, puis à nouveau pendant plus d'un mois en mars et avril 2009. Les autorités ont placé Ilham Tohti sous surveillance et l'ont interrogé après qu'il s'est rendu en France en mars 2009. Durant ce voyage, il avait donné des interviews et critiqué les politiques de la Chine concernant les minorités ethniques.

Le 5 juillet 2009, des Ouïghours se sont rassemblés à Ürümqi, capitale de la région autonome ouïghoure du Xinjiang, pour protester contre l'apparente inertie du gouvernement après que des ouvriers migrants ouïghours eurent été tués le 26 juin à Shaoguan, dans la province du Guangdong. Alors que cette manifestation avait commencé pacifiquement, des émeutes ont éclaté quand la police a eu recours à la violence contre les manifestants. Selon les chiffres officiels, 197 personnes ont trouvé la mort dans ces violences, dont une majorité de Chinois hans. L'agence de presse d'État, Xinhua, a indiqué que les autorités chinoises avaient arrêté plus de 1 400 personnes ayant participé à la manifestation, dont plusieurs figures de proue du mouvement accusées d'être à l'origine des troubles. Ilham Tohti a été détenu arbitrairement du 8 juillet au 23 août 2009, peu après que les autorités eurent affirmé que des articles publiés sur son site avaient attisé la violence à Ürümqi. Il a depuis été placé périodiquement en détention et assigné à domicile.

Quand Ilham Tohti a été arrêté le 15 janvier 2014, huit de ses étudiants ouïghours de l'Université centrale des ethnies ont également été emmenés par les autorités. Pour l'heure, seuls quatre d'entre eux ont été remis en liberté. La torture et les autres formes de mauvais traitements sont fréquentes en Chine, quel que soit le type de détention, bien que ce pays ait ratifié la Convention des Nations unies contre la torture en 1988.

Les Ouïghours sont une minorité ethnique principalement de confession musulmane. Ils vivent surtout dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang. Depuis les années 1980, ils sont la cible de violations graves et systématiques des droits humains : arrestations et incarcérations arbitraires, détention au secret, fortes restrictions de la liberté de religion et de l'exercice des droits sociaux et culturels, notamment. Les autorités locales continuent de contrôler étroitement la pratique religieuse, y compris en interdisant à tous les fonctionnaires et aux mineurs de moins de 18 ans de fréquenter les mosquées. Les politiques gouvernementales chinoises qui limitent l'usage de la langue ouïghoure, les fortes restrictions de la liberté de religion et l'afflux permanent de migrants chinois hans dans la région détruisent peu à peu les coutumes ouïghours. Ajoutés à la discrimination à l'embauche, ces paramètres alimentent le mécontentement et les tensions ethniques. La situation s'est encore aggravée depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis : le gouvernement chinois utilise le prétexte de la « guerre contre le terrorisme » pour justifier la répression qu'il exerce contre la population ouïghoure.

Nom : Ilham Tohti
Homme

AU 18/14, ASA 17/003/2014, 29 janvier 2014

AMNESTY
INTERNATIONAL

